

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 3 DECEMBRE 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL

De l'argent pour les capitalistes et pour les bombes... Pas d'argent pour l'enseignement

Les élèves des C.E.T., les étudiants, de Vizioz, ceux de Fouillole, viennent de mettre fin à plusieurs jours de grève. L'administration a fini par céder sur le problème de la construction des locaux pour les étudiants en Droit à Fouillole (Pointe-à-Pitre). Mais pour les autres, ceux de Fouillole, et ceux des CET, bien des revendications restent à satisfaire.

Répondre aux revendications des jeunes cela voudrait dire débloquer de l'argent. Pour le pouvoir, il faut passer par le mauvais cap de la crise actuelle en économisant au maximum sur le dos des services publics et en subventionnant au maximum les capitalistes.

Si on peut faire cadeau de dizaines de milliards aux riches, par contre on ne veut pas débloquer quelques millions pour faire marcher convenablement l'université. Cela d'autant plus que cette université placée ici même facilitera les choses pour les fils de travailleurs qui auront ainsi moins de frais pour aider leurs enfants à faire ces études. Ce n'est certes pas la préoccupation de l'administration qu'une telle université fonctionne bien.

Pourtant ce n'est pas l'argent qui manque puisque cette semaine encore nous apprenions qu'une expérience nucléaire avait été faite dans le Pacifique par le gouvernement français. Et ce n'est pas la première du genre. Des sommes importantes sont dépensées pour des opérations comme la fabrication du Concorde pour permettre à quelques capitalistes de voyager un peu plus vite quand ils vont faire leurs affaires.

On n'a pas non plus hésité à dépenser des centaines de millions pour construire une somptueuse résidence préfectorale près du Fort Fleur-de-l'épée. On n'a pas lésiné sur les dépenses quand il fallut aménager la grande baie artificielle qui se trouve au pied de Fouillole.

Pour tout cela qui intéresse les riches,

on a trouvé l'argent facilement, mais quand il s'agit des services publics, il n'y a plus d'argent.

Mais les étudiants, les collégiens et les parents ne seront pas dupes de l'attitude des pouvoirs publics.

Ceux-ci auraient bien tort de croire que tout est rentré dans "l'ordre".

La détermination reste grande chez parents, collégiens et étudiants.

MARTINIQUE

Bâtiment : les travailleurs de Dragage en lutte contre les licenciements

Depuis bientôt une semaine, les travailleurs de Dragage sur le chantier de Trinité sont en grève pour protester contre le licenciement de plusieurs d'entre eux.

A l'heure où nous écrivons, cette grève semble sortie de son isolement du début. En effet, malgré une certaine réticence des dirigeants syndicaux à étendre la grève aux autres chantiers de cette entreprise, les ouvriers du plus important chantier de Dragage, celui de la Rivière Madame à Fort-de-France, viennent de décider de se mettre en grève à partir du mardi 2 décembre.

D'autres chantiers tels que la SEGTA, Jardin-Billiard parlent de se mettre en grève de solidarité avec ceux de Dragage.

Les justifications à ces licenciements (fin de chantier) que donnent les patrons de Dragage n'ont rien de nouveau. Ce sont les mêmes qu'ont invoquées les patrons de Jardin-Billiard, de Colas en mai dernier et plus récemment Jean-Joseph, patron de la SOMET. Cela n'a pas empêché les travailleurs de s'opposer victorieusement à ces licenciements, et plus, d'obtenir en partie le paiement des jours de grève. Ceux de Dragage sauront faire de même.

* * * *

Guadeloupe

FACE A LA MOBILISATION DES ETUDIANTS LE POU- VOIR COLONIAL RECULE

Après plus de trois semaines de grève générale dans les universités, le gouvernement a commencé à céder.

Depuis 8 jours, le préfet faisait le mort, allant jusqu'à déclarer par sous-préfet interposé, que le problème de Vizioz était réglé, et à accuser le président du CUAG de faire preuve de complaisance vis à vis du mouvement des étudiants.

Vendredi soir, en quelques heures, la situation se renversait. Le préfet recevait un télégramme de Fourcade, ministre des Finances, accordant précisément le déblocage des crédits pour construire l'UER Droit sur le terrain de la Pointe Fouillole. Il le transmettait alors au président du CUAG.

Le problème n'était donc pas réglé.

Et les déclarations faites les jours précédents par l'administration coloniale n'étaient que mensonges et manœuvres de diversion pour isoler les étudiants !

C'est en se mobilisant, en descendant par milliers dans les rues, en faisant connaître par voie de tracts et d'affiches leur grève, que les étudiants en Droit ont pu contraindre le pouvoir à leur donner une réponse précise.

Pour l'heure, les revendications des étudiants en Sciences et en Lettres n'ont pas été satisfaites. Néanmoins l'administration laisse entendre qu'elle envisage de s'en préoccuper (en particulier, de la question des logements).

Les étudiants doivent décider de la suite à donner à leur mouvement.

D'ores et déjà, ce mouvement leur a appris que face au pouvoir colonial, seule la lutte paie.

FRANCE

Chirac brandit la matraque contre les soldats

Le gouvernement Chirac a décidé de s'attaquer aux soldats qui tentent de créer des comités ou des syndicats dans l'armée. A entendre les déclarations des ministres et autres Bigeard, c'est

... (suite au verso)

Chirac (suite) la matraque

à croire qu'il s'agit d'un vaste complot contre l'armée, avec évidemment les éternelles ramifications internationales. La recette est vieille et le gouvernement Giscard-Chirac ne s'est guère mis en mal de chercher d'autres explications pour justifier la répression qui tombe aujourd'hui contre les appelés.

Car c'est bien de répression qu'il s'agit. Près de 15 jeunes appelés croupissent aujourd'hui dans les prisons militaires françaises. Motif des arrestations : ils auraient cherché à "démoraliser l'armée française".

En réalité il s'agit pour le gouvernement de tenter de mettre fin au malaise et au mécontentement qui règnent chez les soldats du contingent. Ceux-ci ont de plus en plus assez de la vie dans les casernes et protestent depuis quelque temps ouvertement contre elle. C'est ainsi que dernièrement des soldats avaient annoncé la création d'un syndicat de soldats.

Le gouvernement joue la carte de la fermeté. Mais il n'est pas sûr que la répression n'ait pas plutôt l'effet inverse et n'aggrave encore le mécontentement des soldats.

CINEMA :

"CLAUDINE"

"Claudine", un film qui passe en ce moment en Guadeloupe nous révèle la vie d'une femme noire américaine mère de six enfants. Elle est en butte aux problèmes que connaissent toutes les femmes noires et pauvres des ghettos américains : des enfants à élever, un travail de servante dans une niche famille blanche et qu'il faut soustraire à la vigilance mesquine de l'administration d'aide aux Noirs sans travail. Elle vit une liaison difficile avec un travailleur noir qui lui-même connaît de nombreux problèmes économiques et familiaux.

Le film est intéressant en ce sens qu'il nous montre bien ce qu'est la vie d'une famille noire, nombreuse, dans l'Amérique d'aujourd'hui. Comme toile de fond du scénario : le racisme et la misère : deux tares toujours présentes à tout moment dans les relations les plus simples entre les personnages, comme dans leurs propos.

C'est aussi contre tout cela que l'aîné des fils de Claudine se révolte, en militant dans un groupe révolutionnaire noir, en manifestant face aux flics pour demander du travail. C'est la vie et la révolte d'un jeune en qui des milliers d'autres pourraient se reconnaître.

Malgré ces misères et ces difficultés, le film reste plein d'humour du début à la fin. On sort du classique mélodrame qui ne fait que pleurer sur la misère. Il y a misère, mais aussi fierté et révolte chez Claudine, ses enfants, chez Roops, son futur mari.

FAIS CONNAITRE COMBAT OUVRIER
AUTOUR DE TOI.

GUADELOUPE

Manifestation des parents et des élèves des C.E.T. à P.à-P

Mercredi 26 novembre, plusieurs centaines de personnes, élèves des CET, du lycée technique de Bainbridge, des parents et des enseignants se regroupaient devant le Vice-rectorat de Pointe-à-Pitre. Ils voulaient ainsi exiger la réouverture du CET du Lamentin fermé par le Vice-recteur en réponse à la grève qui s'était déclenchée la semaine dernière. Ils voulaient aussi que les revendications des élèves soient discutées par l'administration.

Le Vice-recteur M. Bambuck, une fois de plus dégagea sa responsabilité et refusa de discuter. Plantant là la délégation, il s'en alla vers Bainbridge où devait se dérouler un grand repas rassemblant tous les hauts responsables de l'enseignement. Mais les manifestants étaient eux aussi au rendez-vous et le repas n'eut pas lieu. Devant la colère croissante des manifestants, Bambuck dut discuter. Il essaya de noyer le poisson en faisant de vagues promesses : le C.E.T. serait réouvert, mais pour le reste, la question de l'eau et les revendications des CET il ne prit aucun engagement.

Les élèves ont décidé pour le moment de poursuivre leur lutte. Nul doute que les parents les soutiendront jusqu'au bout.

MARTINIQUE

SPDEM : LA GRÈVE DU 27/11 UN SUCCÈS A EXPLOITER

La grève de 24H décidée par les fédérations CGT et CFDT en France (EDF), et aux Antilles a été unanimement suivie par les travailleurs de la SPDEM.

Il est certain que la grève était limitée par elle-même : revendications très générales, temps de grève limité.

Cependant nous pouvons dire qu'elle a eu un franc succès.

Après une assemblée générale tenue le matin 10.000 tracts ont été distribués à Fort-de-France et dans les communes. A noter, la participation active du personnel féminin. Un meeting fut tenu à 18H à la Maison des syndicats.

Cela a été l'occasion pour les travailleurs de dénoncer :

- la démagogie gouvernementale en matière de nationalisation.
- les tarifs exorbitants faits aux petits usagers.
- les cadeaux faits aux capitalistes.
- l'utilisation abusive des entreprises privées qui exploitent doublement leurs ouvriers.

Cette journée restera-t-elle sans lendemain ? C'est aux travailleurs de la SPDEM de le dire. Nul doute qu'ils auront à cœur de faire aboutir leurs revendications.

REUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER
LE VENDREDI 5 DECEMBRE
A LA MUTUALITE DE POINTE A PITRE
VENEZ NOMBREUX !

Thème : Espagne - Portugal

Face au plan de la bourgeoisie,
un plan pour les travailleurs.

MARTINIQUE

AUGMENTATION DU FRET MARITIME

L'augmentation de 15% du fret maritime prévu en principe pour le début de l'année prochaine, soulève de violentes protestations parmi les bourgeois locaux, et notamment Max Elizé, René Cottrell, Jean-José Clément, tous président ou membres du conseil économique et social et de la chambre de commerce. L'indignation véhémement de ces messieurs irait même jusqu'à intervenir auprès du président de la République en personne.

Ah! Giscard est bien ingrat! Malgré le soutien et l'appui inconditionnel que lui offrent nos capitalistes locaux, voilà qu'il fait passer les intérêts de la Cie Générale Transatlantique avant ceux de ses fidèles valets! Il faut dire que la Transat est un plus gros requin que les petits Elizé, Cottrell ou autres Clément et que le gouvernement Giscard n'a pas l'ombre d'une hésitation pour choisir qui défendre.

Car dans ce conflit entre capitalistes, les gros l'emportent sur les petits. Les travailleurs eux, doivent se battre pour ne pas être les victimes de ces nouvelles hausses. Car c'est à eux qu'on voudra faire payer en définitive l'augmentation de 15% du fret maritime en augmentant le coût de la vie.

Ils peuvent obliger les capitalistes à faire les frais de leur système malade. Ils peuvent le faire en obligeant les patrons à augmenter leurs salaires en fonction de toute hausse du coût de la vie.

MARTINIQUE

QUAND M. MIOT S'OCCUPE DE NOTRE SANTÉ

Le journal France-Antilles du 26 novembre titrait en gros : "la grève criminelle du centre de transfusion : c'est la vie des malades qui est en jeu".

Quel intérêt subit pour les malades Martiniquais pousse donc l'auteur de l'article en question, M. Miot, à voler à notre secours ? Nous étions plutôt habitués à lire ses propos où perçait un mépris et un dénigrement à peine voilé envers les Martiniquais.

Mais voilà, si Miot vole à notre secours, c'est pour prendre position contre la grève des employés du centre de transfusion sanguine.

Invokant la sécurité des malades, il traite la grève des employés de "criminelle". Mais on n'a jamais vu Miot s'inquiéter lorsque dans les hôpitaux il y a eu des insuffisances en matériel ou un manque grave de personnel qui mettent en danger la vie et la santé des malades.

Alors, bas les masques M. Miot ; ce n'est pas la santé et la vie des Martiniquais qui vous intéressent mais bien plutôt de calomnier des employés qui luttent, et il faut bien qu'ils le fassent, pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

* * * * *